Sommaire

Introduction 11
Jonathan Piron

L'idée : Faire face à la trumpisation des esprits : concepts, acteurs, théories et stratégies 17
Baptiste Erkes et Gérard Pirotton

La réaction : entretien avec Marie-Hélène Ska 47
Gérard Pirotton et Baptiste Erkes

L'humeur : Redonner prise au réel 61
John Pitseys

Le point sensible : Faire front 67
Marine Tondelier

L'œil de Lewis Trondheim 74

Mes notes 78

Éclairages : Décrypter les valeurs et les quêtes des récits politiques d'extrême droite. 89
François Debras

Trois propositions concrètes 99
Baptiste Erkes et Gérard Pirotton

La carte blanche (à la génération d'après) 107
Louise Vanden Abeele

Le monde parallèle : #guerreculturelle 115
Myriam Leroy

Introduction

Dans sa cinquième vague d'enquête sur les évolutions sociétales en Belgique, la fondation Ceci n'est pas une crise mettait en évidence l'ampleur des bouleversements qui traversent notre monde. Le constat posé, alarmant, était clair : pour une large partie de la population, le sentiment qui domine est celui de subir sa vie et le monde, et d'avoir perdu le contrôle, de ne plus rien maîtriser, d'être victime.

Un solide désenchantement à l'égard du fonctionnement de nos institutions en ressort, perçues comme incapables de répondre aux enjeux ou, pire, d'abandonner ces populations fragilisées. Le manque de confiance pourtant indispensable pour faire société est désormais tacite.

Cette situation n'a pas échappé à de nouveaux entrepreneurs politiques qui apparaissent partout et gagnent du terrain dans la bataille des idées.

Cherchant à instrumentaliser les peurs et ce sentiment d'être abandonné par le système et ces élites, ces actrices et acteurs poussent au ressentiment en développant des idéologies populistes identitaires qui mobilisent peurs, émotions victimaires et désirs de revanche. Ainsi, les mots tels que « le grand remplacement », « nous sommes envahis », « la remigration », « ils viennent profiter de notre système social », « les étrangers », « les assistés » pullulent dans l'espace public. L'anti-intellectualisme est de mise, sapant le discours démocratique qui est pourtant le fondement de nos sociétés occidentales.

Face à ce discours, les progressistes semblent souvent démunis, si pas dépassés. Pourtant, il est possible de renverser la tendance et d'opposer un narratif en phase avec les ressentis de la population et qui encourage un projet progressiste et démocratique.

Pour y parvenir, il est d'abord nécessaire de comprendre les mécanismes en cours. S'interroger sur leurs fonctionnements, leurs leviers, les artifices utilisés est une première étape. À partir de là, le combat culturel peut

mieux s'engager et jouer d'un rapport de forces plus efficace. C'est ce que nous vous proposons dans cet ouvrage.

Baptiste Erkes et Gérard Pirotton vont, dans un premier temps, cadrer le contexte actuel et les mécanismes narratifs du populisme et de l'extrémisme. Grâce aux divers éclairages qu'ils apportent, le sentiment d'abandon et de perte que l'on observe et le désarroi où se trouvent les démocrates apparaissent alors davantage comme le résultat d'une stratégie, documentée, pensée, théorisée, élaborée et mise en œuvre, avec des moyens considérables, depuis des dizaines d'années.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, ce n'est donc pas un fait d'observation : c'est un « fabriqué », selon le mot de Baudrillard. C'est précisément ce qu'il importe de comprendre, pour récupérer des capacités d'agir. À partir de cette première idée, plusieurs acteurs et actrices de terrain, engagé·es dans les réflexions et propositions pour contrer ces discours, nous livreront leurs propres réflexions.

Nous avons voulu donner la parole au milieu syndical, étudiant, académique et culturel. En effet, réagir efficacement ne peut réussir que via un large front commun.

L'Histoire a souvent été tragique et sanglante. La période actuelle n'y échappe bien sûr pas, les enjeux étant inédits dans l'histoire humaine. Mais la fatalité ne s'impose guère à nous tant que nous avons les ressorts pour agir ensemble. Comme le soulignait l'historien américain Timothy Snyder : « La démocratie est un verbe. Un verbe collectif. »

L’idée :

Faire face à la trumpisation des esprits : concepts, acteurs, théories et stratégies



Baptiste Erkes

Baptiste Erkes est titulaire d’un Master en communication et information de l’Université catholique de Louvain. Chargé de recherche pour Etopia, il est expert en communication, communication digitale, médias, information, transition numérique et communication politique. Il est également membre du Conseil d'administration de la RTBF.



Gérard Pirotton

Gérard Pirotton est docteur en Sciences sociales (Information et Communication UCLouvain) et a été, entre autres, conseiller à la formation à la Faculté ouverte de Politique économique et sociale, la FOPES. Il est membre du réseau des chercheurs-associés d’Etopia.

Élections après élections, en Europe et ailleurs dans le monde, se confirme un phénomène évident : les opinions publiques dérivent vers la droite. Ce mouvement, illustré par l'élection de Trump aux États-Unis, de Meloni en Italie ou encore de Wilders aux Pays-Bas, trouve écho jusque dans les urnes belges, comme en témoignent les résultats des scrutins de juin 2024.

Ce basculement inquiète, et à juste titre. Les discours outranciers prolifèrent sur les réseaux sociaux et les plateaux télévisés, érodant les tabous autour du racisme, de l'antiféminisme ou encore du climato-négationnisme. Ce glissement vers la droite s'accompagne d'une désinhibition de la parole publique. Les discours jusqu'alors cantonnés à la marge trouvent aujourd'hui une audience massive, amplifiés par les réseaux sociaux et les médias traditionnels. Cette normalisation des propos outranciers contribue à remodeler les cadres du débat politique et sociétal, brouillant les repères éthiques et démocratiques. Dans ce contexte, les réactions des progressistes oscillent entre d'une part indignation morale et analyses savantes, souvent perçues comme déconnectées, voire méprisantes, ou d'autre part des tentatives d'adaptation à vocation pragmatique. Loin de freiner l'essor de l'extrême droite, ces réponses tendent parfois à l'alimenter et renforcer son ancrage, en donnant corps à ses récits de victimisation et d'anticonformisme. On pourrait aligner les faits d'observation que ne cesse de nous proposer l'actualité, telle l'écume à la surface de la mer. Ce seraient alors des informations aussitôt déclassées par d'autres, tout aussi, si pas plus inquiétantes encore. Plongeons plutôt sous la surface, pour explorer les courants de fond. En l'occurrence, ce basculement vers la droite peut s'analyser avec des concepts sociologiques comme celui de guerres culturelles ou de paniques morales. Il passe par l'identification d'acteurs et de leurs stratégies, comme l'hégémonie culturelle, que l'on examinera plus bas. Il nécessite de prendre en compte les considérables mutations du secteur de l'information… Mais il s'explique aussi par l'usage de méthodes sophistiquées, qui ont recours à des concepts issus des neurosciences, le marketing et les sciences cognitives. Ces disciplines permettent de façonner les perceptions, de polariser les émotions et de capturer l'adhésion de l'électorat.

Le travail de George Lakoff, professeur de linguistique cognitive à Berkeley et pionnier en neurolinguistique, offre des clés précieuses, tant pour décrypter cette « fabrique des opinions » que pour construire des réponses à la hauteur des enjeux. En montrant comment les cadres de pensée (« *frames* ») influencent nos jugements et nos choix, Lakoff propose des outils concrets pour réinventer la communication politique. Il ne suffit plus de dénoncer les stratégies adverses, il s'agit de bâtir une vision alternative capable de mobiliser durablement les cœurs et les esprits.

Dans les lignes qui vont suivre, nous développerons d'abord une série de concepts (paniques morales, guerres culturelles...) qui permettent de rendre compte de la polarisation croissante de nos sociétés. Nous explorerons comment les travaux en sciences sociales et cognitives sont utilisés par des acteurs, ce qui débouche sur des interpellations radicales pour les démocrates soucieux de la qualité du débat public.

Paniques morales

On construit nos ennemis à la mesure de nos peurs.

François Rigaux

Chaque époque semble avoir ses sujets de prédilection pour déclencher ce que l'on pourrait d'abord nommer, par commodité, des lynchages médiatiques. Burkini sur les plages, jeux vidéo violents, transidentités, cérémonie d'ouverture des JO 2024 à Paris... peuvent en être de premières illustrations.

Ce phénomène a été étudié par le sociologue anglais Stanley Cohen... il y a plus de cinquante ans déjà ! Cohen forge le concept de « panique morale » pour rendre compte des mécanismes de construction sociale qui sont à l'œuvre quand « une condition, un événement, une personne ou un groupe de personnes est désigné comme une menace pour les valeurs et les intérêts d'une société[1] ». On notera que Cohen s'inscrit dans le champ de la sociologie des déviances. Comme chercheur, son intention est d'apaiser les débats, de dépasser des conceptions dramatisées, en analysant une réalité beaucoup plus modeste, dont les travaux de sociologie peuvent plus réalistement rendre compte. Il prend ainsi l'exemple de bagarres entre groupes de jeunes, en Angleterre, en 1964, pour souligner le traitement disproportionné auquel cela a donné lieu dans les médias, cette couverture médiatique leur donnant

1. Stanley Cohen, ***Folk Devils and Moral Panics***, Londres, Mac Gibbon and Kee, 1972.

les apparences d'un véritable « phénomène de société[2] ».

Dès son origine, ce concept nécessite donc de prendre en compte, d'une part, les acteurs qui s'indignent (« *moral entrepreneurs* »), ceux qui prennent l'initiative de ce réquisitoire, au nom de la collectivité et, d'autre part, les « *folk devils* », ceux qui sont désignés comme la cible de la réprobation. Une autre dimension à souligner est son caractère récursif : le traitement médiatique accorde à un fait, sans doute réel, bien plus d'importance qu'il n'en a, augmentant ainsi inquiétude et affolement. On voit défiler sur les plateaux télé des autorités morales, avérées ou autoproclamées. Cette panique elle-même justifie alors d'autant plus son traitement médiatique, quand ce n'est pas aussi la réaction des autorités. Une « surreprésentation » qui provoque l'emballement : les médias en parlent parce que les médias en parlent.

Les ingrédients de ces « paniques morales » sont une perception d'une menace pesant sur les valeurs ou les normes d'une société et une disproportion des réactions, de la part des médias et des autorités, face à cette menace exagérée, voire inexistante. La question de savoir qui est ainsi stigmatisé, qui se sent menacé et de quels moyens chacun·e dispose pour faire valoir son point de vue et ses intérêts est donc déterminante.

Les exemples ne manquent pas. Dans les années 1970 et 1980, les sectes, la délinquance juvénile puis le sida ont été montés en épingle comme autant de signes d'une menace pesant sur l'ordre social et ses fondements moraux. Les théories du genre, le mariage pour toutes et tous, l'écriture inclusive... en sont des illustrations plus contemporaines. On comprend aisément qu'à l'heure des outils numériques et des réseaux sociaux, des *fake news* et des fermes de trolls, les moyens de mener de telles stratégies sont encore plus considérables et permettent de leur donner une ampleur inédite. En outre, ce phénomène se déroule largement sous les radars, sans nécessairement passer par les médias traditionnels, qui, s'ils sont une caisse de résonance traditionnelle, sont aussi un espace au sein duquel des mécanismes de vérification de l'information sont actifs. Une panique morale semble succéder à la précédente, dans un flux continu, saturant véritablement l'espace public, créant une perception délétère du monde.

2. Pour approfondir le concept, sa pertinence, les usages qui en ont été faits, on peut se référer à une publication récente, qui fait le point sur la notion, son histoire et ses différents usages : Céline Mavrot, Cédric Passard, Grégoire Lits (dir.), « Paniques morales. 50 ans après Stanley Cohen », ***Émulations***, n° 41, 2022, [en ligne], https://pul.uclouvain.be/book/?GCOI=29303100075340

Hégémonie culturelle

Le nom de Gramsci est de plus en plus souvent évoqué pour commenter les discours politiques... Mais qui est-il ? Alors qu'il est à la tête du Parti communiste italien, il est emprisonné par Mussolini en 1926, « pour empêcher son cerveau de fonctionner ». Il meurt en 1937, en laissant une œuvre monumentale : ses « Cahiers de prison ». S'opposant à une conception réductionniste qui restreint l'histoire à l'infrastructure, les fameux moyens de production, Gramsci soutient l'importance de la dimension culturelle, quant à l'exercice du pouvoir. De son point de vue, la classe ouvrière doit produire ses propres références : le rôle des « intellectuels organiques » est d'y contribuer.

Pour Gramsci, les victoires électorales et politiques sont nécessairement précédées d'une victoire dans le champ des idées. Il s'agit de réussir à imposer la vision du monde tel qu'on le souhaite. C'est précisément en cela que consiste l'hégémonie culturelle[3]. Pour la gauche, le penseur italien ouvre un nouveau front de lutte, dont l'enjeu est de définir le « bon sens », cet ensemble d'évidences partagées par toutes et tous, qui, une fois installées, ne sont plus interrogées.

Les analyses et propositions de Gramsci sont explicitement revendiquées par des forces politiques situées tout à droite de l'échiquier. En France, Alain de Benoist et la « nouvelle droite » en appelaient à lire Gramsci dès les années 1970. Le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), dont de Benoist[4] est le fondateur, se réclame d'un « gramscisme de droite ». Cette appropriation ne se limite pas à la France. Ne prenons que Pat Buchanan, qui fut conseiller de Reagan, Ford et W. Bush. C'est également le cas de Steve Bannon, conseiller de Trump, qui se réclame d'un « gramscisme d'extrême droite ».

Guerres culturelles

Avec 1984, j'ai écrit une mise en garde, non un mode d'emploi !
Attribué à George Orwell

L'hégémonie culturelle est donc l'objectif assumé, la guerre culturelle

3. George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte, 2013.

4. Alain De Benoist, *Les Idées à l'endroit*, Paris, Éditions Libres/Hallier, 1979.

en est alors la stratégie. Sur la scène politico-médiatique, sur les réseaux sociaux..., les dénigrements et les insultes font le buzz, les prises de parole politiques se formulent comme des confrontations entre positions radicalement inconciliables. S'exprimer politiquement est devenu synonyme de cliver et non de proposer des chemins de compromis.

Les commentaires convoquent régulièrement les termes de guerres culturelles pour poser un diagnostic sur cette évolution, l'expression servant pour les un·es à déplorer l'état délétère des débats publics, tandis que d'autres au contraire l'assument et s'en revendiquent. Il s'agit donc de bien comprendre de quoi il s'agit.

Un concept sociologique

« Guerres culturelles » est un concept construit par le sociologue des religions, James Davison Hunter, qui publie en 1991 *Culture Wars, the Struggle to Define America*[5]. Hunter constate le surgissement envahissant de divers thèmes comme l'avortement, les armes à feu, la vie privée, le rôle de l'art, la consommation de drogue à des fins récréatives, l'homosexualité, les contenus des manuels scolaires, d'histoire et de sciences naturelles, par exemple... Mais le sociologue note surtout la cohérence de leur alignement, polarisé entre ce qu'il nomme l'*orthodoxie* et le *progressisme*.

La cohérence interne de chacun de ces pôles se structure d'une part autour de la tradition, immuable et transcendante, d'autre part, autour d'une subjectivité plus flexible et ouverte. En revanche, les partisan·es de chaque camp auront tendance à partager de mêmes repères, pour stigmatiser les adversaires (extrémisme, intolérance, infidélité à l'égard des valeurs fondamentales qui définissent le pays), tandis qu'ils se définissent eux-mêmes comme les seuls défenseurs des institutions et des traditions.

On a vu dans ce phénomène un sursaut des forces conservatrices, effrayées par l'érosion des valeurs traditionnelles dans les années 1960-1970. Dans les années 1990, la fin de la Guerre froide conduit à une réorientation des forces, jusqu'alors rassemblées contre la menace communiste, le danger venant cette fois des changements culturels internes mettant la nation en péril.

Quelques observations encore. Avec perspicacité, Hunter note que ces polémiques clivantes autour d'enjeux saillants constituent un déplacement du politique – tout au moins sa mise en scène médiatique – vers des

5. James D. Hunter, *Culture Wars, the Struggle to Define America*, New York, Basics Books, 1991.

controverses morales, ces thèmes se substituant alors aux thématiques politiques plus classiques que sont par exemple les inégalités socio-économiques ou les enjeux écologiques et de transition. Hunter est aussi sociologue des religions. Dans sa discipline, il se rattache aux paradigmes qui prennent en compte la dimension symbolique régissant la vie collective. Selon lui, un socle de symboles partagés est une condition essentielle à l'existence de toute collectivité, ce qui est précisément menacé par des conflits où les protagonistes se réclament de fondements essentiellement différents et antinomiques. On notera enfin que, dans l'acception que reprend Hunter, le terme « culture » renvoie davantage à des valeurs qui s'actualisent dans un mode de vie plutôt qu'à un champ d'activités, habité par les acteurs de la création et la diffusion culturelle, comme on l'entendrait volontiers dans un contexte francophone.

En synthèse pour ce point, Hunter construit ce concept en lui attribuant quatre traits majeurs :

- premièrement, l'existence de deux systèmes de valeurs, antithétiques et irréconciliables ;
- ensuite, le lien consubstantiel entre ces systèmes et l'identité nationale américaine ;
- Hunter pointe également la portée fondamentale et quasi ontologique des enjeux dans l'esprit des protagonistes ;
- enfin, on y retrouve la véhémence rhétorique des débats[6].

Convocations plus récentes de l'expression

La brutalisation croissante des débats publics n'est pas circonscrite aux États-Unis. Cet élément s'observe ailleurs dans le monde. L'expression « guerres culturelles » est régulièrement sollicitée sur les plateaux télé ou ailleurs pour désigner assez librement la mise en scène de conflits entre groupes dont les valeurs et les croyances sont divergentes, à propos de sujets moraux, religieux ou idéologiques, et cadrés en ces termes.

Cet usage peut donner lieu à deux types d'objections : d'une part, ces utilisations imprécises ne rendent pas justice à la rigueur et aux intentions initiales du concept et, d'autre part, forgé aux États-Unis, dans un contexte bipartisan, ce concept serait donc impropre à rendre compte des spécificités

6. Jean-Daniel Collomb, « Climat et guerre culturelle », ***Revue française d'études américaines,*** vol. 3, 2014, n° 140, p. 94-106, [en ligne], https://doi.org/10.3917/rfea.140.0094.

d'autres pays, singulièrement en raison de la place que prend la religion dans le contexte américain, une place qui n'est pas celle qu'elle occupe en Europe, qui plus est dans un contexte multipartisan. Ces objections visent à disqualifier *a priori* la pertinence du concept pour témoigner de ce qui se passe en Europe.

Plusieurs réponses à ces objections sont possibles, en se basant par exemple sur la réception du concept dans des contextes européens, comme celui du Brexit[7]. L'examen de ce cas montre comment cette stratégie des guerres culturelles a permis aux conservateurs britanniques de constituer une coalition inédite de segments électoraux, ayant pourtant des intérêts aussi divergents que les classes aisées du sud de l'Angleterre et la classe ouvrière du nord. La stratégie a précisément consisté à communiquer sur l'identité et les valeurs. Ce cas montre également que cette opposition entre « *Leavers* » et « *Remainers* » situe les enjeux sur le terrain des valeurs et de l'identité, ce qui est bien différent des thèmes traditionnellement politiques que sont les enjeux socio-économiques et de redistribution. Cette matrice à fabriquer des clivages a ensuite fourni le cadre qui a permis d'affilier d'autres thématiques : Covid-19 et restrictions aux libertés individuelles, bouleversements climatiques, multiculturalisme, wokisme, establishment intellectuel et culturel, voire institutions publiques comme la BBC. C'est ce que note Karine Tournier-Sol.

> *Cette rhétorique clivante, typique des guerres culturelles, s'inscrit dans la continuité du discours populiste et du Brexit, dont elle est un prolongement. Elle articule une opposition verticale, caractéristique du populisme, à une opposition horizontale sur le plan des valeurs et de l'identité, conservateur vs libéral*[8].

D'autres exemples peuvent être convoqués comme la Hongrie (Viktor Orban) ou la Pologne (Droit et Justice). Mais l'exemple britannique permet déjà de montrer qu'il ne s'agit pas d'une spécificité américaine, dès lors que l'on considère l'expression de « guerres culturelles » davantage pour ses usages stratégiques et moins pour sa portée scientifique. Sa réception en fait moins un concept sociologique, qui ambitionne de décrire un état de la culture politique, mais davantage une stratégie et un mode d'emploi dont se servent des acteurs, qu'il s'agit alors d'identifier comme tels.

7. Voir notamment : Karine Tournier-Sol, « La droite britannique et les guerres culturelles », ***Observatoire de la société britannique,*** n° 31, 2024, p. 15-32, [en ligne], https://journals.openedition.org/osb/6198.

8. Ibid.